

Projet de constitution européenne



Le 29 octobre 2004, à Rome, les Représentants des Gouvernements ont signé le Traité établissant une Constitution pour l'Europe. Ce traité lie les pays membres et aura de fortes répercussions sur la vie des européens.

Après les étapes historiques dramatiques que notre Région a connues au long des siècles, après les guerres, les persécutions, les discriminations, les totalitarismes et les fanatismes, l'heure est venue pour les peuples d'Europe de s'unir dans un espace d'intégration, qui ne soit pas seulement économique mais aussi politique et social. Il faut, de plus, souligner que cette union n'est pas imposée par une puissance militaire, comme c'est arrivé dans le passé ; elle est désirée par les peuples qui cherchent à se rencontrer dans un projet commun.

L'Europe est mûre pour une constitution qui, s'inspirant des profondes racines humanistes de notre culture, soutienne la construction d'une Europe solidaire, multiforme, tolérante et non violente. Une Europe qui fasse son apport à la future Nation Humaine Universelle.

Précisément, de part l'importance historique d'une telle Constitution, nous ne pouvons accepter des simplifications et accélérations qui ne font qu'introduire, tels des "chevaux de Troies", des formes et des contenus très éloignés de la démocratie réelle, de la participation active et

critique des européens, et de l'idéal d'une région de paix, de solidarité et d'égalité.

Le très intéressant point du préambule qui reconnaît "l'héritage... humaniste" d'Europe, n'est pas suffisant si cette conception ne s'étend et n'imprègne pas l'ensemble de l'article du Traité, et surtout s'il ne se convertit pas en pratique de démocratie réelle.

Le processus de ratification de la Constitution est en train de se faire dans la désinformation générale de la population et avec des formes et des critères très différents selon les pays de l'Union. En Hongrie, par exemple, la Constitution a été approuvée au Parlement en décembre dernier, sans participation populaire. Dans d'autres pays, tels que l'Italie, l'Allemagne ou l'Autriche, ce même procédé est utilisé à d'autres dates. Enfin, d'autres encore, tels que l'Espagne, le Portugal, la France ou la République Tchèque, prévoient des referendums à des dates différentes (le premier d'entre eux se déroulera en Espagne, le 20 février prochain).

Par ailleurs, devoir voter "Oui" ou "Non" à la totalité d'un texte aussi complexe que celui-ci, sans possibilité de nuancer et sans information, ne constitue pas un exemple de "démocratie réelle" mais plutôt un chantage et une escroquerie de la "démocratie formelle". De cette manière ce sont les gouvernements qui permettent à des groupes particuliers (banques,

groupements d'intérêts de l'armement et spéculateurs financiers) de s'enrichir en s'abritant derrière l'approbation de la Constitution. Nous dénonçons la désinformation sur le texte du Traité qui contraste, par exemple, avec la campagne d'information exhaustive et pédagogique qui fut développée par les institutions avant l'entrée en vigueur de l'euro.

En tant que Régionale Humaniste Européenne, nous proposons une campagne d'information et de dénonciation, dans tous les pays d'Europe, basée sur 4 points :

Nous voulons une véritable Constitution Européenne, avec des références humanistes fortes et cohérentes. Une constitution qui affirme les valeurs de paix, de solidarité, de tolérance et de non-violence, non seulement dans son Préambule mais aussi dans l'ensemble de son développement. Et nous voulons une Charte de Droits Fondamentaux qui ne soit pas ultérieurement vidée de son contenu.

Nous dénonçons le caractère anti-humaniste de certains contenus de ce texte qui entre autres :

Assure la suprématie de la Banque Centrale Européenne sur les parlements élus, renforce un modèle qui favorise la privatisation des services publics et fait régresser des acquis sociaux de la santé et l'éducation.

Ne s'engage pas pour la paix mondiale, car il n'assume pas expressément l'observation des résolutions de l'ONU en matière d'intervention militaire, alors qu'il promeut et renforce l'industrie de l'armement.

Exige la citoyenneté européenne pour jouir pleinement des droits fondamentaux réunis dans la Charte, laissant sans protection plus de 20 millions d'êtres humains en Europe.

Nous exigeons la réalisation de referendums dans tous les pays membres de l'Union et pas seulement dans certains. Nous proposons de reporter les referendums qui sont déjà planifiés et de prendre une date commune afin de permettre une information véritable et précise sur la Constitution et sur ses conséquences pour la vie des habitants d'Europe.

Nous n'acceptons pas le chantage et l'escroquerie d'un « Oui » ou d'un « Non » fermés et sans nuances. C'est pourquoi nous proposons un vote par domaine thématique avant la rédaction et l'approbation finale du texte constitutionnel.

Nous invitons tous les Partis Humanistes, les organisations démocratiques, les associations et toutes les personnes se reconnaissant dans les idéaux d'une Europe unie, ouverte à d'autres cultures, solidaire et non-violente, à diffuser et organiser des actions de dénonciation et d'information en utilisant ces 4 points.

Régionale Humaniste Européenne
www.humanisteurope.org

